

L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution ! #49 - mai 2016

1€

QUI DOIT DÉCIDER ?

Loi travail, licenciements, salaires, 49.3...

LES CAPITALISTES



OU LES TRAVAILLEURS ?



DOSSIER

1936

La Grève Générale : séisme contre le capitalisme

FORMATION

Homophobie et lutte des classes

**NPA
JEUNES**

LOI TRAVAIL : FACE AU PASSAGE EN FORCE, IMPOSONS UNE DÉFAITE AU GOUVERNEMENT !

Deux mois de mobilisation d'ampleur des étudiant·e·s, des lycéen·ne·s et des salarié·e·s, balayés d'un simple revers de main par le gouvernement... En recourant au 49-3 afin d'imposer leur mesure impopulaire, Valls et consorts démontrent le mépris dont ils font preuve face aux jeunes et aux travailleurs·euses, qui ont massivement exprimé leur rejet de ce projet de loi dans la rue depuis début mars. Avec ce passage en force, le combat contre la loi Travail entre dans une nouvelle phase. Les salarié·e·s sont appelé·e·s à se mobiliser massivement dans les semaines qui viennent pour contrer le gouvernement. Par ailleurs, l'usage du 49-3 pourrait bien donner une nouvelle dynamique à la mobilisation dans la jeunesse. Après la remontée de la température sociale en mars et avril, les mois de mai et juin 2016 s'annoncent chauds !

Un mouvement qui effraie le gouvernement

Il y a trois ou quatre mois en arrière, peu de personnes s'imaginaient qu'on pourrait connaître un mouvement social d'ampleur en France au printemps 2016. Avec l'absence de mobilisation de masse des travailleurs·euses depuis le mouvement des retraites de 2010, après le passage presque sans résistances de la loi Macron en 2015, la mise en place de l'état d'urgence depuis novembre 2015 et son renouvellement dans la foulée... L'atmosphère générale ne prêtait pas forcément à l'optimisme. Et pourtant ! En quelques semaines les étudiant·e·s, et dans leur sillon les lycéen·ne·s et les salarié·e·s, ont radicalement transformé l'ambiance sociale.

Plus de 5 ans de colère accumulée

La mobilisation contre la Loi Travail est partie vite et fort. En à peine deux semaines, plus d'un million de personnes ont signé la pétition en ligne « Non à la Loi Travail ! ». Dès le 9 mars nous étions presque 500.000 à manifester partout en France ; et 1.200.000 le 31 mars pour la deuxième journée de mobilisation interprofessionnelle. Ce caractère explosif démontre que derrière l'opposition à la Loi Travail, c'est un mécontentement bien plus profond qui s'exprime : contre les politiques antisociales et la misère imposées par Hollande et ses prédécesseurs. Plus d'un million de chômeurs supplémentaires depuis 2012, fermetures d'entreprises pourtant bénéficiaires, des dizaines et des dizaines de milliards d'euros de cadeaux fiscaux pour les entreprises, démantèlement des services publics... Il y a de quoi être en colère !

Des signes de ce ras-le-bol et du réchauffement de la situation étaient déjà perceptibles les mois précédents, notamment à travers l'écho populaire dont ont bénéficié les salariés d'Air France suite à l'« affaire » de la chemise arrachée, ou les mobilisations contre l'état d'urgence en novembre et décembre derniers. En janvier et février 2016, on observait une

augmentation du nombre de grèves en France. Ainsi, le mouvement actuel dépasse largement le seul cadre de l'opposition à la loi Travail. Derrière cette mesure, c'est en fait l'ensemble de la politique patronale du gouvernement qui est sanctionnée. Ce qui donne une dimension fortement politique à cette mobilisation, et terrorise à juste titre le gouvernement.

Une jeunesse sacrifiée : le détonateur !

Ce n'est pas un hasard si c'est du côté de la jeunesse que la mobilisation est partie le plus vite. Contrairement à ce que raconte le gouvernement, les jeunes sont frontalement touchés par ces mesures : parce que la moitié des étudiant·e·s travaillent pour payer leurs études, avec des contrats souvent hyper-précaires, et parce que cette loi est une promesse d'un avenir plein de chômage et de précarité. Les étudiant·e·s et les lycéen·ne·s ont ainsi donné le ton à la lutte contre la loi travail, en imposant un rythme de mobilisation quasi-hebdomadaire depuis début mars.

Pour autant, la mobilisation a peiné à se massifier dans les universités. Mis à part quelques universités comme Paris 8 ou Rennes 2, les assemblées générales ont rarement réussi à rassembler plus de quelques centaines de personnes, malgré des comités de mobilisation souvent plus importants que durant le CPE en 2006. Ceci s'explique notamment par l'absence de mobilisations étudiantes d'ampleur depuis 2010 : la génération qui est entrée aujourd'hui en mouvement est souvent confrontée à sa première expérience militante. Tout est donc à apprendre depuis le début, et face à l'ampleur de la colère accumulée il est parfois tentant d'opter pour des formes d'actions minorisantes. Par ailleurs, l'arrivée rapide des vacances de Pâques et l'échec à faire reculer les dates d'examens ont aussi compliqué les possibilités de massification.

Jeunes et travailleurs : un mélange explosif

Dès le début du mouvement, les jeunes ont compris qu'ils n'arriveraient pas à gagner la lutte sans l'entrée des salarié·e·s dans l'arène. Cette question a très vite occupé une place centrale dans les discussions en AG. Dans beaucoup de villes mobilisées, des actions ont ainsi été entreprises afin de s'adresser aux salarié·e·s (notamment cheminot·e·s) et défendre l'idée d'une riposte d'ensemble par la grève générale. Ce scénario est le pire cauchemar du gouvernement : à chaque fois que les travailleurs·euses ont usé de cette arme dans l'histoire, comme en juin 1936 ou en mai 1968 en France, ils ont fait trembler les gouvernements.

Si les politiques des directions syndicales ont jusqu'ici empêché ce scénario de se réaliser – en proposant des dates de mobilisation en saute-mouton, et en empêchant la convergence entre les luttes des

cheminot·e·s et contre la loi Travail – le gouvernement sait très bien que la colère accumulée à la base le met dans une situation instable.

49-3 et répression : pour en finir au plus vite !

Afin d'empêcher la contagion du mouvement social, sa principale réponse a ainsi été d'opposer une répression brutale à l'encontre des personnes mobilisé·e·s. A toutes les manifestations, les déploiements policiers sont dignes d'un état de siège. Les cortèges sont gazés, les manifestants sont nassés. Plusieurs centaines de personnes ont été blessées depuis le début du mouvement, dont deux manifestants qui ont perdu un œil suite à un tir de flashball. Les lycéen·ne·s ne sont pas épargné·e·s : arrestations musclées devant les lycées bloqués, gardes à vues, condamnations... Dans les Hauts-de-Seine ce sont pas moins de 42 lycéen·ne·s qui ont été convoqué·e·s à la surêté territoriale pour avoir participé à bloquer leurs lycées. Face à cette stratégie de montée en tension et d'intimidation, la meilleure des réponses est de continuer à se mobiliser pour amplifier le mouvement !

Par ailleurs, pour une partie de la bourgeoisie, la loi Travail ne va pas encore assez loin : il faudrait encore plus de garanties pour les patrons d'exploiter les travailleurs·euses à leur guise. Pris en étau entre les injonctions du MEDEF et la mobilisation sociale, le gouvernement se retrouve dans une situation instable. Ne bénéficiant pas d'un appui parlementaire suffisant pour faire passer sa loi en l'état, mais souhaitant en finir le plus rapidement possible, il a donc fait recours à l'article le moins populaire de la constitution française.

49-3, 2^e round : mettons KO le gouvernement !

Le passage de la loi par le 49-3 marque une nouvelle étape de

la lutte. Alors que les salarié·e·s s'apprêtaient à se mobiliser autour de plusieurs journées de grèves interprofessionnelles, et que les cheminots s'apprêtaient à amplifier la mobilisation contre la casse de leurs conditions de travail, cet élément change la donne de la mobilisation. En imposant de la sorte son projet de loi, le gouvernement a ainsi décidé de sceller son sort avec celui de cette réforme.

Ce que le gouvernement fait, la rue peut le défaire

En 2006 aussi le gouvernement Villepin avait tenté d'imposer le CPE (contrat première embauche) en recourant au 49-3. Les jeunes et les salarié·e·s ont amplifié leur mobilisation, et ont obtenu le retrait du texte après deux journées de grève générale avec 3 millions de manifestant·e·s. En matière de lois, il n'y a jamais de fatalité, rien n'est acquis ni gagné d'avance. Car le droit, ce n'est que l'inscription des rapports de forces sociaux dans des textes de lois. Ainsi, le code du travail lui-même a été le résultat de grèves particulièrement importantes menées en 1906 afin de disposer d'un socle minimum de droits égaux entre tou·te·s les travailleurs·euses. Nous pouvons donc encore obtenir le retrait total de cette loi et d'infliger une sacré défaite à ce gouvernement : pour cela, notre nombre et notre détermination seront nos principales armes.

Censurons le gouvernement par la grève de masse !

Le gouvernement joue un pari risqué en nous imposant sa loi de la sorte. Il fait face à un discrédit important, et pourrait bien y jouer sa peau ! Mais cette victoire, nous ne pouvons l'attendre que de nous même : la motion de censure ne viendra pas de l'Assemblée mais de notre mobilisation. Pour cela, il y a nécessité à amplifier le mouvement, et à imposer une grève d'ampleur au patronat : le moyen de pression le plus fort et le plus efficace dont disposent les travailleurs·euses.

Cependant, pour gagner, des grèves de 24 heures espacées de plusieurs jours, telles que les propose les directions syndicales, ne suffiront pas. Il faudra un vrai plan de bataille pour unifier et faire converger la colère qui existe dans de très nombreux secteurs de salarié. Il faudra réussir à se coordonner pour partir tou·te·s ensemble dans la bataille.

La jeunesse a encore un rôle central à jouer

Plus que jamais, les jeunes ont un rôle déterminant à jouer dans la nouvelle partie qui commence. Les jeunes étaient massivement présent·e·s lors des nombreux rassemblements et manifestations qui ont eu lieu le soir du passage de la loi au 49-3. Parce qu'elle s'est moins conformée aux pressions de la société et parce qu'elle est soumise à des conditions de vies plus précaires, la jeunesse est toujours un élément détonateur et moteur des mobilisations sociales.

Dans les jours et les semaines qui viennent, il s'agit donc de réactiver l'ensemble des milieux qui se sont mobilisés durant les deux dernières mois, sur nos facs et sur nos lycées. L'usage du 49-3 a créé une colère importante, et cela pourrait bien participer à relancer la mobilisation dans la jeunesse. La fin d'année approchant à grand pas, il s'agit aussi de discuter dès maintenant des possibilités pour continuer à organiser la mobilisation une fois les facs fermées. En fonction des configurations locales, la poursuite de la mobilisation autour de pôles étudiants ou lycéens à Nuit Debout peut être une des perspectives à envisager. Il importe aussi de continuer à favoriser toutes les perspectives de convergence avec les salarié·e·s, car c'est quand nous serons toutes et tous ensemble dans la rue, que nous bloquerons l'économie par la grève, que nous imposerons une défaite au gouvernement... et qui sait, peut-être irons-nous encore plus loin !

Syl Vingt (EHES)



L'ALIÉNATION AU TRAVAIL: la transformation de l'Homme en marchandise

La loi travail vise à augmenter le niveau d'exploitation de l'ensemble des travailleurs en donnant tout pouvoir au patronat de nous faire travailler plus longtemps et d'en tirer encore plus de profit qu'auparavant. Derrière la mobilisation se dessine donc un rejet de cette exploitation présente sur les lieux de travail. Un slogan dans les manifestations qui revient sur les pancartes déclare : « nous ne voulons pas perdre notre vie à la gagner ». Il met en relief la volonté de ne pas travailler plus, mais aussi les conséquences qu'a le système de production actuel, qui pousse la majorité de la population à devoir se salarier, c'est à dire louer sa force de travail aux capitalistes, pour une production qu'ils ne contrôlent pas ni ne leur profite directement.

L'aliénation : la folie du mode de production actuel, quand les salariés sont une marchandise...

Qu'entendons-nous par aliénation? En droit, cela signifie céder un bien et en psychologie cela définit une démente, une folie... Pas très sympa pour les travailleurs. Pourtant c'est exactement cela. Pour nous, l'aliénation est le fait que les travailleurs ne possèdent ni leur outil de travail, ni la production. Le travail n'est alors plus qu'une simple marchandise vendue, qui détruit l'homme en détruisant son temps de vie.

Marx en parlait en ces termes : «Un homme qui ne dispose d'aucun loisir, dont la vie toute entière, en dehors des simples interruptions purement physiques pour le sommeil, les repas, etc., est accaparée par son travail pour le capitaliste, est moins qu'une bête de somme. C'est une simple machine à produire la richesse pour autrui, écrasée physiquement et abrutie intellectuellement. Et pourtant, toute l'histoire moderne montre que le capital, si on n'y met pas obstacle, travaille sans égard ni pitié à abaisser toute la classe ouvrière à ce niveau d'extrême dégradation.»

Le principe du travail dans la société capitaliste est simple, l'immense majorité de la population doit louer son temps de travail c'est à dire sa force, ses bras, son cerveau... Pour produire indirectement ou directement, elle n'a aucun contrôle sur le mode de production, son rythme et son fonctionnement. Elle est un élément déterminant de la production, car c'est le travail humain qui permet de créer le profit, mais elle en est totalement détachée car elle ne le contrôle pas et en est, en quelque sorte, un élément extérieur ajouté.

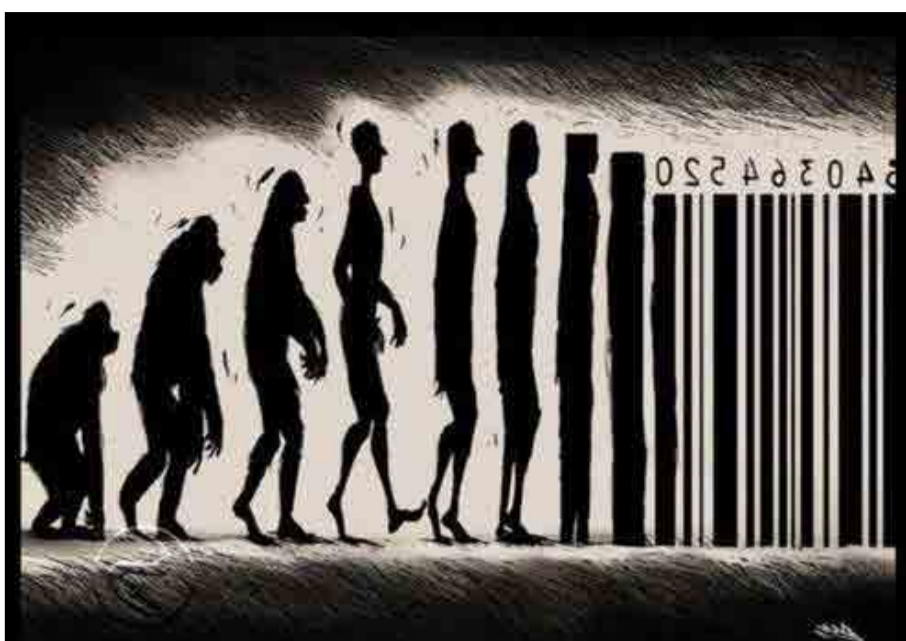
Le travailleur devient donc une marchandise comme une autre qui, comble du cynisme, est obligé d'acheter la marchandise

qu'il a lui-même produite. Un exemple concret montre cela: un salarié de McDo qui travaille toute une journée se voit donner des points. En fonction du nombre de points obtenus dans la journée, il pourra avoir un menu plus ou moins conséquent, en plus de son salaire de misère. C'est donc le patron, la multinationale, qui décide ce que peut manger un salarié qui produit de la nourriture toute la journée, tout comme il décide de ses horaires, de ses pauses, de son temps de travail...

L'organisation du travail au nom de l'idiotie !

L'autre phénomène marquant est la division entre le travail manuel et intellectuel. Le développement de la production industrielle et des chaînes de production a entraîné une division violente entre ceux qui produisent, qui suent et ceux qui réfléchissent au mode de production. Mais cette situation se retrouve aussi dans des secteurs où on ne l'attend pas. Les enseignants, par exemple, ne décident pas des programmes, de la manière dont ils l'enseignent... Ils se voient imposer cela par le ministère et d'obscures équipes pédagogiques qui n'ont que très rarement enseigné.

Tout cela est en plus expliqué comme naturel et comme



irréversible chez l'être humain. La division entre travail manuel et intellectuel serait due à des compétences particulières de chaque individu présentes naturellement dans la société. Pourtant, c'est bien la production actuelle et le fonctionnement de la société qui crée ces divisions !

Tout cela crée chez les salariés un éloignement important du travail, une sorte de dénaturalisation de l'être humain non plus comme être libre de ses pensées et de ses actes mais comme une marchandise sous le diktat du capital et qui a un impact sur un abrutissement généralisé sur le lieu de travail mais aussi à l'extérieur.

Une autre société : un autre fonctionnement !

Bien sûr, sous le capitalisme, l'aliénation liée au travail est inhérente. Mais dans une société où ce sont les travailleurs qui décident quoi, comment et combien de temps produire, la situation serait différente. Les travailleurs produiraient pour eux mêmes et l'ensemble de la collectivité sans avoir besoin de l'acheter ni de toucher un salaire. Les tâches seraient tournantes, c'est à dire qu'il n'y aurait pas de spécialisation à outrance et tout le monde produirait des choses différentes tout au long de sa vie en fusionnant les tâches manuelles et intellectuelles.

Hermann (Nanterre)

FACE AUX COUPS DE MATRAQUES : les jeunes contre-attaquent

Depuis la mise en place de l'état d'urgence le gouvernement a largement renforcé son arsenal répressif que cela soit par la voie juridique mais aussi la voie physique avec une présence policière surdimensionnée à chaque manifestation. Lors de la COP 21, le gouvernement avait frappé fort avec 327 garde à vue à Paris mais cela semblait plutôt une répétition générale au vu de la répression pendant la mobilisation d'aujourd'hui !

Frapper fort et vite pour casser la mobilisation

Dès la première journée de la mobilisation, le gouvernement n'a pas fait la dentelle avec une répression très importante qui ont touché les cortèges jeunes dans plusieurs villes de France. Cette répression contrairement à ce qu'explique les médias ont été le fait de la police avec parfois même des flics en civil dans les cortèges pour tendre l'atmosphère et se faire plaisir ensuite en matraquant et gazant à volonté. Les blessés ont largement dépassé le chiffre du millier et les poursuites judiciaires se comptent par centaines.

Dans la répression organisée par Matignon le ministère de l'éducation nationale



a eu un rôle central autorisant les établissements à fournir les photos des élèves, autorisant l'accès des flics dans les bahuts y lâchant des chiens pour arrêter les élèves comme à Caen, par exemple. Sur les universités, la même politique a été mise en place avec des autorisations d'interventions policières comme à Tolbiac, Strasbourg, Rennes... Autant dire que toutes les structures de l'Etat étaient d'accord : faire taire la jeunesse !

Les poursuites judiciaires sont très nombreuses et de tous types : rébellions, manifestations sauvages, port d'un casque de vélo, tag sur une université, incitation à la rébellion... Très souvent les dossiers

sont vides mais le gouvernement veut faire du chiffre en terme de garde à vue mais aussi de procès pour tenter de mettre au pas une frange de la jeunesse qui fait une expérience politique importante dans le cadre de la mobilisation.

Le tournant du 13 avril jusqu'au 1er mai : de la dispersion à la conviction qu'il faut tenir face à la police !

Pourquoi le 13 avril ? il s'agit de la première manifestation parisienne qui a été totalement dispersée par la force par la police avant son lieu d'arrivée qui était convenu par

les syndicats avec la préfecture. A partir de là, les cortèges étudiants qui étaient les plus massifs ont commencé à s'organiser pour arriver au bout des manifestations en organisant des services d'ordre par université et se coordonnant entre eux pour faire face à la répression. La colère face aux actions de la police qui a augmenté largement dans le rang des manifestants a entraîné des réactions de plus en plus collectives avec une volonté non négligeable d'en découdre s'ils cherchaient les problèmes.

C'est ainsi que le 19 avril, la police a dû reculer de la place de la Nation face aux manifestants. La manifestation d'après la manifestation s'est tenue jusqu'au bout avec un cortège étudiant qui n'a pas sourcillé malgré une répression très très importante et surtout une volonté plus en plus claire de jeunes, de travailleurs et de salariés de vouloir réagir collectivement.

Le 1er mai : normalement tout le monde l'a vu dans les médias, la manifestation traditionnelle c'est transformé en un lieu d'affrontement assez important où la manifestation a été coupée en de multiples endroits par la police pour soi-disant isoler les « casseurs ». Pourtant c'est bien le cortège

interfac qui a été coupé en deux par les CRS... Comme quoi les « casseurs » ont bon dos quand il faut agiter un épouvantail pour réprimer !

Le problème est que la police s'est rapidement retrouvé dépassé par le nombre de manifestants leur faisant face, obligeant les directions syndicales à ne pas dévier le cortège. Ces mêmes manifestants qui étaient de tout âge : lycéens, chômeurs, étudiants et salariés se sont alors organisés en chaîne et ont avancé face à la police malgré la lacrymo, les coups de matraques et les grenades de désencerclement. À tel point que la police était dépassé et ont dû lâcher leurs lignes permettant la jonction des différents groupes de manifestants.

A partir de là, les manifestants ont compris qu'en s'organisant ils étaient capables de faire face à la police : éviter les nasses, la division et même tenir face aux charges pour arrêter les manifestants. Un enseignement très important et une expérience cruciale dans les jours qui vont suivre mais aussi les prochaines années !

1936

LA FORCE DES TRAVAILLEURS C'EST LA GRÈVE MAIS IL FAUT ALLER PLUS LOIN !

Il y a 80 ans, plus de 2 millions de travailleurs en France se mettaient simultanément en grève lors du grand mouvement de mai et juin 1936. L'Histoire a surtout retenue l'élection du Front Populaire et le caractère festif des occupations d'usines. Pourtant les grandes conquêtes sociales obtenues durant cette période, comme les congés payés ou la semaine de 40h, n'était pas du tout présent dans le programme du Front Populaire. Ces acquis sociaux ont été arrachés par la lutte acharnée des ouvriers. Le gouvernement du Front Populaire a surtout joué un rôle d'apaisement de la situation en empêchant la classe ouvrière d'aller plus loin dans la remise en cause du capitalisme. Afin de commémorer les 80 ans de l'anniversaire de cette événement, nous vous proposons de revenir sur son expérience historique et d'en tirer les bilans politiques pour renforcer notre combat anticapitaliste d'aujourd'hui.

La remontée des luttes ouvrières à partir de 1934

En 1934, la France subit de plein fouet la crise économique, débuté quelques années auparavant aux Etats Unis. Des milliers d'usines ferment et mettent au chômage près de 3,5 millions d'ouvriers, ce qui correspond à 25 % de la population active. Le chômage de masse pèse aussi sur les travailleurs qui ont encore un emploi. La peur de perdre son boulot permet aux patrons d'imposer des reculs sociaux importants.

Dans cette situation les ligues fascistes se renforcent très vite et gagnent des militants dans les rangs de la petite bourgeoisie ruinée qui hait autant le système que le mouvement ouvrier. Ces groupes fascistes commencent à attaquer des juifs, des syndicalistes, des pichets de grève. Le 6 février 1934, elles organisent une grande manifestation contre la corruption qui touche le gouvernement à majorité Radical. Le défilé se termine par une fusillade qui fait 14 morts du côté des manifestants.

Pour la classe ouvrière c'est la goutte d'eau de trop. Quelque mois auparavant elle a vu Hitler arriver au pouvoir en Allemagne et exterminer l'ensemble du mouvement ouvrier. Le défilé des ligues fascistes marque le début d'une remontée sans précédent dans la combativité ouvrière en France. Face à la politique désastreuse du PCF qui place la SFIO (Le parti socialiste) au même rang que les fascistes, la classe ouvrière impose l'unité d'action des militants ouvrier par le bas. Le 12 février, les militants communistes de base rejoignent



le cortège de la CGT (syndicat dirigée par la SFIO) qui appelle à la grève générale en criant « unité, unité ».

La fondation du Front Populaire et la victoire électorale

La grève générale du 12 février marque un tournant dans la conscience ouvrière. L'unité d'action se construit peu à peu dans les usines pour s'opposer aux attaques de groupes fascistes mais aussi pour relever la tête face aux patrons. Le PCF, sous les ordres de Moscou, change alors sa politique à 180°. Staline qui craint une invasion de Hitler contre l'URSS, exige des partis communistes la construction de front électoral avec une partie de la bourgeoisie pour stopper les fascistes. En France, les communistes sont à l'origine du lancement du front populaire qui regroupe les socialistes de la SFIO mais aussi le parti radical, incarnant les intérêts de la petite bourgeoisie. Plutôt que de s'appuyer sur la radicalité qui commence à provoquer l'unité d'action ouvrière dans les usines, le PCF fait tout pour freiner les ardeurs des travailleurs pour conserver l'unité électoral avec le parti radical. Lors d'un meeting commun du front populaire le 14 juillet 1935, les dirigeants du PCF n'hésitent pas à faire chanter

la Marseillaise à leur militants avec le drapeau tricolore et font référence dans leur discours à Jeanne d'Arc et même à la victoire de Verdun. Le programme du Front Populaire fait preuve de la même modération, il ne contient

quasiment aucun engagement précis. Le 3 mai 1936, le rassemblement des 3 partis de Front Populaire remporte les élections législatives avec près de 56 % des voix. La SFIO qui arrive en tête est appelée à former un gouvernement sous l'égide de Leon Blum.

La grève générale débute

Alors que le gouvernement de Leon Blum n'est même pas encore en place, il faut un mois de délai entre l'élection législative et le remplacement du gouvernement, les travailleurs commencent à se mettre massivement en grève. Cette irruption des masses sur la scène politique peut s'expliquer par un mélange entre une certaine dose d'espoir, d'impatience mais aussi de méfiance envers le nouveau gouvernement. Le 11 et le 13 mai, des grèves avec occupations d'usines obtiennent des victoires éclatantes au Havre et à Toulouse. Le 24 mai, une manifestation en hommage aux victimes de la Commune de Paris rassemble 600 000 personnes. Dès le 2 juin, la grève se répand



comme une trainée de poudre dans tous le pays et elle touche vraiment tous les secteurs. Les plus combatifs comme dans la métallurgie sont massivement mobilisés mais des secteurs qui ont moins l'habitude de lutter comme les garçons de cafés à Paris ou même les coiffeurs rentrent aussi dans le mouvement. Les occupations d'usines visibilisent le caractère politique de la grève générale. La propriété privée des moyen de production est clairement remise en cause quand les patrons ne peuvent plus aller dans leurs bureaux sans l'autorisation du comité de grève et sans être accompagné, comme c'est le cas dans de nombreuses usines.

Les accords de Matignon et la fin de la grève

Face à cette grève générale d'une ampleur sans précédent en France, le patronat s'affole et demande au nouveau gouvernement Blum de convoquer des négociation nationale avec la CGT pour calmer le mouvement. Ces négociations se tiennent à Matignon les 7 et 8 juin. Le patronat est prêt à lâcher un peu plus de 10 % d'augmentation de salaires et la garantis de nouveaux droits syndicaux en échange de la promesse de la CGT de faire évacuer les usines. La CGT accepte mais s'adresse ainsi au patronat « C'est maintenant que vous allez peut être regretter d'avoir systématiquement profité des années de déflation et de chômage pour exclure de vos usines tous les militants syndicalistes. Ils ne sont plus là pour exercer sur leur camarade l'autorité qui serait nécessaire pour exécuter nos ordres. » Malgré ces accords, la grève générale reprend de plus belle. Le gouvernement, toujours avec l'aval du patronat et de la droite, promet alors de voter de nouvelles mesures en hâte comme les congés payés ou la semaine de 40h. La grève ne s'arrête toujours pas mais mise à part quelques cas spécifiques, peu d'usines mettent en place le contrôle ouvrier sur la production. Il manque une force politique capable de proposer d'aller plus loin et de remettre en cause le pouvoir des patrons dans l'entreprise. Le PCF qui a accompagné le mouvement, n'a aucunement l'intention de jouer ce rôle. A partir du 11 juin, il va tout faire pour stopper la grève et son principal dirigeant Maurice Thorez, prononce son célèbre discours : « il faut savoir terminer [une grève] dès que satisfaction a été obtenue. Il faut même savoir consentir au compromis si toutes les revendications n'ont pas encore été acceptées mais que l'on a obtenu la victoire sur les

plus essentielles revendications... ». Ces paroles qui peuvent paraître pleines de bon sens en de multiples occasions, sont totalement aberrantes au moment où la classe ouvrière est forte de plusieurs millions de grévistes. Et même si les revendications obtenues paraissent énorme, la bourgeoisie a gardé tous son pouvoir économique et elle s'apprête déjà à reprendre de la main droite ce qu'elle a lâché de la main gauche. Grace au poids qu'il a dans la classe ouvrière, le PCF réussit pourtant à stopper la grève à partir de la mi juin.

La bourgeoisie reprend l'offensive

A peine la grève générale se termine que la bourgeoisie commence à reprendre ce qu'elle a cédé. Dans certaines usines les accords de Matignon ne seront jamais appliqués, dans d'autre les ouvriers doivent réoccuper plusieurs fois l'usine en juillet pour imposer leurs revendications. Le patronat a aussi provoqué une augmentation générale des prix pour récupérer les augmentations de salaires qu'il avait concédé. Entre avril 1936 et avril 1937, le prix des vêtements augmente de 62 % tandis que les denrées alimentaires augmentent de 30 %. Enfin le gouvernement Blum va tomber dans son propre piège. A force de vouloir respecter la légalité bourgeoise, le gouvernement qui laisse tous le pouvoir dans les mains de la bourgeoisie se fait renverser. En 1938 les 200 familles les plus riches de France provoquent une fuite géante de capitaux. L'état français est ruiné et Blum est contraint de démissionner. Le gouvernement Daladier qui lui succède revient sur la plupart des mesures obtenues pendant la grève générale. Puis en 1939 la même assemblée nationale vote les pleins pouvoirs à Pétain. L'objectif du PCF de lutter contre le fascisme en s'alliant avec une partie de la bourgeoisie était perdu d'avance. Le fascisme n'est que le produit d'une période de pourrissement du capitalisme dans laquelle l'aiguillage de la lutte des classes contraint la bourgeoisie à avoir recours à des régimes autoritaires. Dans une situation aussi tendue que celle des années 30, le seul véritablement moyen de lutter contre le fascisme aurait été de se fixer comme objectif de renverser le capitalisme.

80 ANS APRÈS JUIN 36, LA GRÈVE GÉNÉRALE EST-ELLE ENCORE POSSIBLE ?

Le mouvement de grève générale de Mai-Juin 1936 a constitué un renouveau du mouvement ouvrier français et l'a influencé de façon déterminante : occupations d'usines (utilisées pour la première fois comme méthode d'action), conquêtes sociales provoquant de profondes modifications des rapports entre patrons et ouvriers, etc. Quarante ans après, la grève générale est-elle encore d'actualité ?

La grève générale est une nécessité !

«Ainsi que tout marxiste le sait, la grève générale constitue l'un des moyens de lutte les plus révolutionnaires. La grève générale n'est possible que lorsque la lutte des classes s'élève au-dessus de toutes les exigences particulières et corporatives, s'étend à travers tous les compartiments des professions et des quartiers, efface les frontières entre les syndicats et les partis, entre la légalité et l'illégalité, et mobilise la majorité du prolétariat en s'opposant de façon active à la bourgeoisie et à l'État.»

Comme le souligne Léon Trotski en 1905, la grève générale comporte les caractéristiques d'être une grève regroupant des travailleurs de différents secteurs de l'économie et dont la finalité, les buts sont interprofessionnels. La participation conjointe du secteur privé et du secteur public entraîne une paralysie non seulement des usines mais aussi de toute une série d'institutions de l'État : chemin de fer, gaz, etc. Surtout, la grève générale est une grève qui s'inscrit dans la durée : parce qu'elle libère de façon provisoire des contraintes matérielles, des pressions sociales ou encore familiales, qu'elle dégage du temps pour penser et s'organiser, elle constitue un moyen essentiel d'élever la conscience des intérêts qu'ont en commun les jeunes et les travailleurs, antagonistes aux intérêts des capitalistes et la possibilité pour les salariés de remettre en cause ces derniers. Ce qu'une ou deux journées de grève isolées ne permettent généralement pas... Ainsi, la grève générale est caractérisée par une atmosphère d'affrontement global entre les classes, entre la bourgeoisie dans son ensemble

et la classe ouvrière dans son ensemble, même si la participation des travailleurs à cette grève n'est pas de 100%.

La grève générale est plus que jamais d'actualité !

Si le XIX^{ème} et le XX^{ème} siècle ont été marqués par plusieurs moments de grève générale, qu'en est-il aujourd'hui ? Beaucoup s'accordent à penser que ce moyen de lutte ne serait désormais plus d'actualité. En effet, les détracteurs de la grève générale pointent une dispersion du prolétariat, une diversification et une précarisation grandissant comme autant d'obstacles à son organisation et à l'émergence d'une conscience commune.

Mais si ces transformations profondes de la classe ouvrière sont incontestables, la situation actuelle est à bien des égards similaire à celle du début du XX^{ème} siècle. L'image fantasmée des ouvriers en bleu de chauffe, regroupés dans de grands bastions ouvriers, largement politisés, organisés politiquement

et syndicalement est à nuancer lorsqu'on sait qu'en France l'emploi industriel est resté longtemps saisonnier, que les grandes concentrations ouvrières ont tardé à émerger et que jusqu'à tard une majorité d'ouvriers étaient dispersés dans des ateliers de type artisanaux. Pourtant, au début du XX^{ème} siècle, bien que le prolétariat soit minoritaire dans la société, dispersé, précarisé, diversifié en de multiples hiérarchies internes, il existe un mouvement ouvrier puissant et influent. Ce qui fait la spécificité de la classe ouvrière que nous connaissons aujourd'hui ne constitue donc pas forcément un obstacle insurmontable à ses luttes.

Emma (P1)



LES ANNÉES 30 : CRISE ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE VERS LA RÉVOLUTION

1929, une crise économique mondiale secoue le capitalisme et touche tous les pays avec des conséquences dramatiques pour les jeunes et les travailleurs. Dans ce cadre, des pays entiers sont secoués par des explosions sociales et même des processus révolutionnaires qui poussent les jeunes et les travailleurs au bord de la prise du pouvoir. Le cas de l'État espagnol est un des plus révélateurs de cette période.

1934 : la Révolte des Asturies

Durant l'été 1933, la crise économique qui frappait l'État espagnol touchait le fond. Après deux ans de gouvernement de coalition républicain-socialiste, qui avait permis des conquêtes partielles, était battu aux élections

de novembre car ils ne répondaient pas à la volonté de changement radical présent chez les masses qui préférèrent s'abstenir. Ce qui fut le point de départ d'une nouvelle étape au cours de laquelle la bourgeoisie aller raser toutes les conquêtes partielles obtenues par les travailleurs pendant les deux premières années du régime républicain.

Toute l'année 1934 offre une escalade progressive de la lutte dans les Asturies. Une insurrection explose dans la région montrant la force des travailleurs quand ils arrêtent la routine, sortent dans la rue et s'organisent pour faire face à la répression mais aussi déstabiliser le pouvoir des capitalistes. Une large couche des travailleurs a une expérience politique forgée dans la lutte.

Les casernes de l'armée tombe une à une sans difficulté. Mais les organisations traditionnelles freinent le soulèvement dans la capitale pour respecter le mot d'ordre national de grève générale « pacifique ». Même les endroits où la CNT, syndicat anarchiste alors très important, les difficultés rencontrées étaient importantes car une grande partie des travailleurs n'étaient pas prêts. L'insurrection fut écrasée dans le sang par la bourgeoisie, faute de mouvement national et d'une organisation capable de comprendre l'état d'esprit des masses et jauger les possibilités ou non de la prise du pouvoir et de diffuser cette nécessité largement à travers des expériences de luttes sociales et politiques.

Néanmoins, l'expérience de 1934 fut très importante car les

travailleurs des Asturies prirent en main leur destin en créant leur propre cadre de décision pour mener la lutte. Cette expérience fut regardée, suivie et étudiée par les autres travailleurs en État espagnol annonçant une possible nouvelle insurrection.

1936 : Processus révolutionnaire

Dans les livres d'Histoire on nous explique qu'il s'agit d'une guerre civile pourtant il s'agit bien d'un processus révolutionnaire où les travailleurs se posèrent la question du contrôle de la société. En 1936, le Front Populaire, avec les socialistes, les communistes (d'ores et déjà sous la direction directe de la bureaucratie stalinienne), le syndicat UGT et le POUM avec des partis bourgeois et républicains, gagnent les élections de février. Les travailleurs fort de leur expérience 34 ne sont pas satisfaits de la politique de ce nouveau gouvernement : ils ouvrent les prisons pour libérer les prisonniers et des grèves de masses se déclenchent pour des augmentations de salaires.

Face à cette situation, la bourgeoisie sent la révolution s'avancer et décide de prendre l'initiative et tente un putsch militaire qui était destiné à empêcher la révolution sociale mais va au contraire la déclencher. On assiste alors à une des plus formidables mobilisations de masse de l'histoire : des centaines de milliers de travailleurs descendent dans les rues, les syndicats UGT et CNT appellent à la grève générale, des groupes d'ouvriers s'arment

tant qu'ils peuvent et s'emparent courageusement des dépôts d'armes, investissent les casernes et neutralisent les militaires putschistes. Entre l'armée en révolte et le peuple en arme qui réclame un changement social radical, le pouvoir officiel de la République bourgeoise s'effrite : ses institutions demeurent mais se vident de leurs substances. À sa place, commence à apparaître un nouveau pouvoir : celui des travailleurs et des paysans. Partout où le peuple a battu les militaires, des comités se constituent quasi-spontanément et commencent à assumer la vie et l'organisation sociale de toute la communauté. Ces comités assument immédiatement l'armement des travailleurs et constituent des milices qui, très vite, iront se porter au devant des troupes de Franco et des autres généraux insurgés.

Les travailleurs touchaient du doigt la possibilité de contrôler leur vie et toute la société. Mais face à eux, la bourgeoisie se réorganise et propose un front républicain dans lequel le PC se jettera pour éviter la révolution et mènera la politique du pire : écraser les authentiques révolutionnaires et ne pas aider matériellement la révolution. Dans cette situation, les masses souhaitaient dessiner le chemin de la révolution socialiste mais il n'y avait rien pour organiser cela à l'échelle nationale et aucune organisation, regroupant des militants capables de déjouer les pièges institutionnelles posés par les réformistes et ceux qui veulent préserver le capitalisme coûte que coûte.



HOMOPHOBIE ET LUTTE DE CLASSE :

L'expérience des mouvements ouvriers allemand et russe face à la répression homophobe au début du XXème siècle

Au cours du XIXème siècle, la plupart des Etats européens renforcent leur législation à l'encontre des homosexuels. L'empire Allemand vote en 1871 le « paragraphe 175 » qui rend passible de prison les pratiques sexuelles entre hommes. En Angleterre, le même type de loi est voté en 1885 et donne lieu à des procès retentissants, comme celui d'Oscar Wilde.

Les premières luttes contre l'homophobie d'État en Allemagne et la limite du combat réformiste

La répression grandissante contre les homosexuels répond à un besoin des Etats d'encadrer une évolution rapide des sociétés. La révolution industrielle est en effet venue déstabiliser une série d'institutions comme la famille paysanne et son lot de traditions. Les concentrations ouvrières dans les villes ouvrent également la possibilité à des individus d'exprimer leur orientation homosexuelle plus facilement. Pour autant, la bourgeoisie ne voit pas d'un bon œil le développement de ces pratiques homosexuelles. Elles viennent remettre en cause l'institution patriarcale de la famille et les normes qu'elle propage, notamment celle d'une complémentarité naturelle « homme femme » dans le couple. La bourgeoisie défend la famille patriarcale car cette institution s'impose vite comme un pilier du système capitaliste en stabilisant l'ordre établi grâce à l'autorité du père de famille. C'est aussi un bon moyen de faire prendre en charge, à moindre coût pour les capitalistes, les tâches de reproduction de la force de travail (faire la cuisine, laver les vêtements, éduquer les enfants, etc), grâce au travail domestique des femmes.

En réponse à cette répression, des homosexuels se forment leur propre identité et commencent à s'organiser dans les villes. L'Allemagne devient vite la place centrale de la culture et des débats sur l'homosexualité en Europe. Le docteur Magnus Hirschfeld y fonde, au travers du « comité humaniste scientifique », le premier groupe de défense de la cause homosexuelle en 1897. Son but est de réunir les soutiens d'un maximum de personnalités pour l'abrogation du paragraphe 175. Le SPD (Le Parti Social-Démocrate allemand, qui se revendique encore de la révolution socialiste) est alors le seul groupe politique à soutenir cette pétition. Plusieurs dirigeants du SPD, comme Eduard Bernstein ou Auguste Bebel, s'étaient déjà positionnés contre la condamnation d'Oscar Wilde. La campagne de pétition de Magnus Hirschfeld avait comme limite de ne s'adresser presque qu'exclusivement aux élites de la société, sans vraiment se tourner vers la classe ouvrière et ses organisations pour engager une lutte de masse. L'objectif de

Hirschfeld était de reformer le système capitaliste en cherchant à convaincre les parlementaires de dépénaliser l'homosexualité. Mais quand la répression devint trop importante, la bourgeoisie « bien-pensante » se trouva incapable de remettre en cause son propre système pour défendre les droits des homosexuels, et Hirschfeld se retrouva isolé.

La révolution en Allemagne et en Russie ouvre la voie à la libération homosexuelle

La révolution russe et la fin de la première guerre mondiale en 1918 provoquent une vague révolutionnaire sans précédent en Allemagne, qui influence le mouvement homosexuel. Des milliers d'ouvriers et de paysans, envoyés se faire massacrer dans les tranchées durant 4 ans, se révoltent contre leur propre gouvernement. L'empereur Guillaume II se fait renverser et la république est proclamée. Les ouvriers s'organisent alors en conseils, sur le modèle des « soviets » russes, pour remettre en cause toute la société capitaliste. Cette période révolutionnaire libère une énergie sans précédent qui touche tous les domaines de la société. L'effervescence permet notamment au mouvement homosexuel de se régénérer. Au début des années 20, une 20aine d'associations et de magazines gays sont impulsés en Allemagne. Hirschfeld témoigne : « L'évènement de l'année 1918 a sans aucun doute eu un certain effet sur la lutte pour la libération des homosexuels car, au-delà des groupes de scientifiques humanistes et justes, des organisations homosexuelles se sont développées et ont repris la lutte pour leurs semblables ».

Le parti communiste allemand, fondé en 1918, se positionne vite en faveur des droits pour les homosexuels. Il est alors fort de plusieurs dizaines de milliers de jeunes militants dévoués à la révolution socialiste. Le Parti n'hésite pas à déclarer : « Le prolétaire politiquement engagé aborde la question de la vie sexuelle et aussi le problème de l'homosexualité sans préjugé. Le prolétariat demande la même liberté pour ces formes d'actes sexuels que celle pour les rapports entre sexes ». En clair, les communistes étaient prêts à se battre pour l'abolition du paragraphe 175.

En Russie, la révolution de 1917 permit également d'ouvrir des brèches dans le système oppressif subit par les homosexuels. Le parti Bolchevik était moins porté sur la question que le PC Allemand. Mais l'action de certains de ses militants permit, dès 1919, de dépénaliser l'homosexualité dans le jeune Etat ouvrier, en même temps que l'avortement et le divorce étaient autorisés. Le souci des Bolcheviks était aussi de s'en prendre aux racines de l'oppression des femmes et des homosexuels. Ils menèrent toute une politique pour

offenses à la moralité publique sont traitées par la législation soviétique exactement comme est communément appelé l'accouplement 'naturel' ». Ces exemples montrent jusqu'à quel point la déstabilisation du capitalisme en Allemagne et en Russie ont ouvert des brèches pour combattre l'homophobie. C'est aussi une belle démonstration des capacités révolutionnaires de la classe ouvrière à lutter pour l'émancipation de tous les opprimés.



remplacer la famille patriarcale. Trotsky, l'un des dirigeants de la révolution, expliquait : « La lessive doit être faite aux lavoirs publics, la cuisine dans des restaurants publics, la couture dans des ateliers publics. Les enfants doivent être éduqués par de bons enseignants publics qui auront une véritable vocation pour leur profession. Alors les liens entre mari et femme seront libérés de tout ce qui est extérieur et accidentel, et l'un cessera d'absorber la vie de l'autre. Une égalité véritable sera finalement établie. Les liens dépendront uniquement de l'attachement mutuel ». Cette politique, limitée par les conditions matérielles précaires de la Russie de l'époque, donnait quand même de premiers résultats. Grégori Batkis, l'un des militants bolcheviks actifs dans la lutte contre les préjugés homophobes, déclarait en 1923 : « La législation courante en matière sexuelle en Union Soviétique est le fruit de la révolution d'octobre. (...) L'homosexualité, la sodomie et les autres formes de plaisir sexuel condamnées par la législation européenne comme

Le stalinisme et la révolution trahie

Dès 1923, la bourgeoisie réussit à stopper la vague révolutionnaire en Allemagne et rétablit l'autorité de son Etat. En Russie, la classe ouvrière sort de 7 ans de guerre complètement épuisée et la famine, provoquée par un blocus général des pays capitalistes, finit par résigner les travailleurs. Une minorité de bureaucrates, menée par Staline, en profite pour reprendre le pouvoir sur la classe ouvrière. La contre révolution touche tous les domaines de la société russe, y compris la question sexuelle. Staline s'emploie à rétablir la famille et à mettre fin à la liberté sexuelle. Il va même jusqu'à dire : « Nous avons besoin d'hommes. L'avortement, qui détruit la vie, n'est pas acceptable dans notre pays. La femme soviétique a les mêmes droits que l'homme, mais cela ne la libère pas du grand et honorable devoir que la nature lui a donné : elle est mère... ». Peu après ces déclarations, le nouveau régime stalinien rétablit la pénalisation

de l'homosexualité et envoi des centaines d'homosexuels dans des camps. Les idéologues du Kremlin présentent alors l'homosexualité comme une dégénérescence fasciste. Ce positionnement, repris par une majorité des partis communistes en voie de stalinisation, en parallèle de l'extermination en Allemagne des organisations et des groupes homosexuels par Hitler, marquent un coup décisif à la première vague du mouvement homosexuel en Europe. Il faut attendre les années 60 et une nouvelle montée des luttes ouvrières dans le monde pour voir se réaffirmer les revendications pour les libertés sexuelles.

Aujourd'hui le capitalisme a réussi, sous la pression des luttes, à intégrer une série de droits pour les homosexuels mais l'homophobie dans la société reste toujours très importante. L'oppression continue d'être générée par l'institution de la famille patriarcale qui occupe toujours une place centrale dans le capitalisme. La période des années 1920-1930 est pleine d'enseignements pour comprendre comment il est possible de lutter contre l'homophobie. L'obtention des droits homosexuels durant cette période correspond de manière quasi symétrique au pic de remonté des luttes ouvrières durant lesquels les travailleurs ont fragilisé ou renversé le capitalisme. Le constat est simple, il ne sera possible de se débarrasser des institutions et des préjugés réactionnaires portés par le capitalisme, qu'en luttant contre le système dans son ensemble. Dans cette lutte, la classe ouvrière occupe un rôle central. Elle a non seulement la force de renverser le capitalisme mais elle peut aussi, au cours de la lutte, prendre conscience de son intérêt à combattre les divisions qui la traverse. L'expérience des années 1920 et 1930 montre aussi la nécessité de construire des partis communistes clairement indépendants de la bourgeoisie et capable de proposer un programme révolutionnaire à la classe ouvrière, y compris sur la question sexuelle.

Mathias Grange

GRÈCE: Tsipras attaque, les travailleurs répondent !

Des nouvelles attaques contre les classes populaires

La situation en Grèce continue de se détériorer pour les travailleurs. Le gouvernement Syriza, avec à sa tête Tsipras, vient de faire voter de nouvelles mesures d'austérité pour satisfaire l'appétit de la Troïka. La TVA est passée de 23 à 24 % sur de nombreux produits comme le café, le riz, le chocolat, les pâtes, les jus de fruits. Des hausses de prix vont également avoir lieu sur les carburants, le fioul, le gaz naturel, l'eau et l'électricité. Cette augmentation d'un impôt qui touche les pauvres de la même manière que les riches va avoir des conséquences catastrophiques dans un pays où le chômage atteint 25 % et dans lequel le salaire moyen est de 817 euros. Le gouvernement a aussi baissé de 9500 à 8600€ le seuil d'imposition sur les revenus. C'est à dire que les travailleurs qui gagnent un peu plus de 700 euros par mois vont devoir commencer à payer des impôts. Et pour n'oublier aucune catégorie des classes populaires, le gouvernement a également fait voter une série de mesures sur les retraites qui ont pour conséquence de baisser les pensions moyennes de 15 %.

Les révélations sur l'arnaque de « l'aide » à la Grèce

Finalement, les seules à bien s'en tirer sont les banques grecques et européennes. Le journal économique allemand « Handelsblatt » vient de révéler que, sur 220 milliards d'euros d'aides versés à la Grèce, 95 % ont fini directement dans la poche de banquiers. Ainsi, 37 milliards d'euros ont renfloué les banques grecques. Le reste a servi à rembourser les intérêts de la dette grecque, principalement à des banques allemandes et françaises. Contrairement à ce que disent les médias, qui présentent les travailleurs grecs comme des assistés de l'UE, ces informations démontrent à quel point les vrais assistés sont les banques grecques, allemandes, françaises... La dette grecque est donc, avant tout, un moyen pour les capitalistes de transférer en permanence des milliards d'euros d'argent public directement dans leurs poches. Les classes populaires en Grèce l'ont chèrement payé, depuis 5 ans la dette grecque sert à justifier des plans d'austérité toujours plus importants.



Les travailleurs renouent avec les mobilisations sociales

Face aux nouvelles mesures d'austérité, la classe ouvrière en Grèce commence à relever la tête. Les premiers mois du gouvernement Tsipras avaient été marqués par une baisse des luttes, en grande partie liée aux illusions puis à la démoralisation provoquées par la capitulation de Syriza face aux capitalistes. La classe ouvrière, forte d'une riche expérience de 8 ans de lutte, n'aura pas mis longtemps à reprendre le chemin des mobilisations. Déjà, le 4 février dernier était marqué par une grève générale qui a été l'une des plus massives

de ces dernières années. Les agriculteurs ont ensuite rejoint le mouvement de contestation en bloquant les autoroutes durant plusieurs jours contre l'augmentation des taxes pour ensuite aller s'affronter violemment avec la police d'Athènes. On peut aussi noter la combativité des dockers, notamment dans le port du Pirée, qui résistent aux privatisations qu'essaye d'imposer Tsipras au nom du dernier Mémoire d'Athènes. Plus récemment, les syndicats du privé et du public ont appelé à 48h de grève générale les 6 et 7 mai, durant lesquels la quasi totalité des transports publics,

métro, bus, train, bateau, étaient à l'arrêt et plusieurs milliers de personnes manifestaient à Athènes. Face aux attaques des capitalistes, les travailleurs grecs ont bien raison de se mobiliser, seul leur action déterminée et unie pourra imposer l'annulation de la dette grecque, l'arrêt des mesures d'austérité, la nationalisation des banques et des grandes entreprises sous contrôle ouvrier pour empêcher les capitalistes de nuire et répondre aux besoins fondamentaux de la population.

Quand on parle actuellement de l'Irak, c'est surtout pour évoquer l'État Islamique et les bombardements impérialistes. Pourtant toute une partie du pays est en train de se révolter contre le gouvernement d'Al-Abadi basé à Bagdad.

Un pouvoir miné par la corruption

Ce gouvernement, arrivé au pouvoir en 2014, est accusé par toute une partie de la

population de corruption, à juste titre. Les différents partis politiques présents au gouvernement et au parlement défendent pour la plupart leurs propres intérêts de clan ou de groupe confessionnel. Les États Unis ont ainsi choisis en 2003, après le démantèlement de l'État de Saddam Hussein, de partager le pouvoir entre les différentes milices qui depuis ont formé de véritable réseau de clientélisme. Ce pouvoir est devenu impopulaire du fait de

son incapacité à résoudre les problèmes de violence et de guerre qui secouent l'Irak. De plus il est incapable de répondre aux besoins fondamentaux des populations, qui vivent encore dans une grande misère, alors que les principaux dirigeants du régime n'ont aucuns problèmes à exhiber leur richesse. La récente baisse des prix des cours du pétrole à encore durcie la situation dans un pays où les recettes de l'État proviennent pour 4/5 du pétrole.

Occupation de la zone verte

La population de Bagdad et des provinces environnantes manifestent depuis plusieurs mois leur exaspération dans les rues de la capitale. La colère a vite été canalisée par Moktada al-Sadr, un dirigeant d'une milice chiite qui dénonce lui aussi la corruption du régime. Il revendique la mise en place d'un gouvernement de technocrate afin de sortir de l'enlisement dans lequel est placé le gouvernement. Face à la contestation, le président Al-Abadi a affirmé vouloir mettre en place ce gouvernement de technocrate pour mettre en place des mesures anti-corruptions mais pour l'instant les différents groupes politiques au gouvernement refuse catégoriquement cette proposition. Chacun a peur de perdre les petits privilèges qu'il s'est accaparés en participant au pouvoir. Face au blocage de la situation, des milliers de manifestants ont occupé la zone verte du centre de Bagdad le 1er mai. Cette zone qui regroupe tous les lieux de pouvoir est censée

être interdit au manifestation. Les contestataires ont même réussi à envahir le parlement durant 1h.

Cette vague de contestation constitue une étape importante en Irak. Dans un pays dévasté par la guerre, les impérialistes et en premier lieu les États Unis ont fait le choix délibéré depuis l'invasion en 2003 de renforcer les différences communautaires et religieuses dans l'objectif du « diviser pour mieux régner ». La mobilisation de la jeunesse et de la population contre la corruption pourrait constituer une première étape vers la conscience que la seule véritable barrière qui divise les hommes et les femmes, est celles qui sépare les exploités et leur serviteur, des exploités.



Lutter contre la loi «travail» puis aller au cinéma

Comme des Lions

Pendant deux ans, la réalisatrice Françoise Davisse a filmé les ouvriers grévistes de l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois dans leur combat contre la fermeture du site et le plan social prévoyant la mise à pied de 6000 employés. Le film documente dans le détail l'affrontement entre deux classes sociales : le groupe PSA, aidé par l'Etat et les médias, évidemment, et les ouvriers de la boîte, qui ne peuvent compter que sur leurs propres forces. La caméra relate l'effervescence politique des ouvriers qui, face à l'attaque de leur exploiteur, prennent conscience de leurs intérêts et s'organisent.

« L'usine est à nous »

Le rapport de force, immédiatement tendu par l'entreprise lorsqu'elle annonce son intention de licencier massivement, oblige les salariés à s'organiser. Attachée à son lieu de travail, à qui elle a souvent consacré de nombreuses années, la population ouvrière n'est pas, au début du conflit, consciente de ses intérêts communs. Souvent divisée à cause de questions raciales ou religieuses, ce n'est que par le biais du débat et de la

confrontation qu'ils prennent conscience des intérêts qu'ils partagent entre eux et qu'ils ne partagent pas avec les capitalistes du groupe PSA.

Nombreux sont les obstacles qui s'imposent devant les ouvriers. La direction de l'entreprise emploie de nombreuses manœuvres pour empêcher la contestation : décredibilisation des grévistes par l'envoi à tous les salariés non grévistes de courriers dénonçant la violence de l'occupation de l'usine ; déstabilisation morale de tous par la dégradation sourde des conditions de travail ; lenteur du processus de négociations poussant à l'exaspération les grévistes ; manipulation des médias qui font passer les ouvriers pour des brutes enragées. En face, les manifestants résistent en défendant une grève digne, c'est-à-dire construite sur des positions argumentées, réfléchies fermes et non violentes.

Car 400 prolétaires pensent mieux qu'un seul bureaucrate.

La force de ce film est de montrer les débats au sein du comité de grève et des assemblées

générales. La lutte a été dirigée et menée de bout en bout par les travailleurs eux-mêmes et l'on voit comment les décisions sont prises, comment les idées germent dans les têtes et deviennent réalité quand tous s'y appliquent. Chaque image illustre à une petite échelle la démocratie ouvrière, avec ses difficultés, mais aussi sa vitalité et ses joies.

Si on comparait la grève de PSA Aulnay au mouvement contre la loi Travail, on aurait l'impression d'avoir aujourd'hui une classe ouvrière amorphe. La colère des travailleurs est là, par contre, ce qui manque, c'est l'auto-organisation des travailleurs. Les directions syndicales tirent le mouvement ouvrier vers l'arrière, dépasser cette direction, la donner aux ouvriers, c'est faire un pas en avant vers la victoire. Rares sont les œuvres qui narrent la démocratie ouvrière, d'où l'importance de voir Comme des Lions pour prendre confiance dans notre force, pour voir l'importance de l'organisation collective et démocratique des travailleurs, seul moyen par lequel on peut vaincre le patronat et jeter les bases de la société qu'on veut construire.

#49 - Mai- 2016

www.npa2009.org

jeunes.npa2009.org

contact-jeunes@npa2009.org



Qui sommes nous ?

Jeunes du Nouveau Parti Anticapitaliste, nous sommes lycéens, étudiants, jeunes travailleurs, avec ou sans emploi. Nous faisons le constat que la société capitaliste est à bout de souffle, une minorité soumet l'ensemble de la société à ses intérêts égoïstes peu importe les conséquences pour l'immense majorité de la population.

Les gouvernements successifs, de droite comme de gauche, mènent des attaques contre les jeunes et les salariés contre nos acquis sociaux et démocratiques. Nos conditions de vies se dégradent, nous promettant d'être la génération qui vivra moins bien que ses parents. Face à cette situation, les organisations traditionnelles ne résistent pas et capitulent sans cesse face à la violence des gouvernements et du patronat.

Nous avons donc besoin d'un outil de combat contre le système capitaliste. Un parti qui est aussi fidèle aux jeunes et aux travailleurs que le MEDEF l'est au patronat, pour lutter contre le gouvernement Hollande et toutes ses attaques. Un outil qui défend une stratégie pour mettre un coup d'arrêt aux attaques de ceux qui nous exploitent, nous précarisent, nous oppriment et détruisent l'environnement. Pour dessiner une autre voie, celle du renversement du capitalisme, un projet de transformation révolutionnaire de la société, pour en finir avec l'exploitation, le racisme, le sexisme, l'homophobie...

Une société communiste, autogérée, démocratique. Cette société se construira par une transformation révolutionnaire, par une rupture avec le capitalisme, où la majorité de la population décidera et appliquera ses décisions

Cette rupture naît des luttes de tous les exploités et tous les opprimés, des salariés, des chômeurs, des jeunes, des femmes, des immigrés, des lesbiennes, gays, bis, trans et intersexes... En bref, celles et ceux qui n'ont rien à perdre que leurs chaînes !

Pour gagner, il faut lutter et s'organiser car nous ne pouvons compter que sur nos propres forces !

STAGE NATIONAL DE FORMATION ET DEBAT

3 JOURS POUR CHANGER LE MONDE

FACE À CE MONDE ET SA VIOLENCE

QUELLE STRATÉGIE POUR RENVERSER LE CAPITALISME?

LE 3,4 ET 5 JUIN À PARIS

Pour le Week-End

15€

Abonnez-vous ! Prenez contact !

Nom Adresse Ville
Prénom Tél
Statut : Code postal e-mail

Envoyez à NPA Jeunes, 2, rue Richard Lenoir, 93 100 Montreuil
contact-jeunes@npa2009.org // Rédaction : bsj.npa@gmail.com
jeunes.npa2009.org // 01 48 70 42 30

Je veux m'abonner au journal pour un an (à partir du numéro....) (joindre un chèque de 10 € à l'ordre de NPA Jeunes)

Je désire prendre contact avec les Jeunes du NPA